L'évaluation des accessoires (Taux et point de départ des intérêts dans l'arbitrage)

Jean-Pierre Grandjean

Avocat associé, Clifford Chance Europe LLP¹

1. Il se dit, en Provence, que « *la sauce coûte parfois plus cher que le poisson* ». Tel est aussi le cas dans l'arbitrage où le montant des intérêts excède parfois le principal². Cela reste l'exception mais dans tous les cas, la durée de plus en plus longue des procédures d'arbitrage – jusqu'à l'exécution effective de la sentence – impose de prêter attention à la question des intérêts qui, bien qu'accessoire, n'est pas d'importance secondaire.

2. Au plan des principes, le pouvoir des arbitres d'assortir d'intérêts les condamnations financières qu'ils prononcent est très largement admis. Comme l'énonce une sentence CCI de 1994 : « *il est admis en droit international que les parties qui obtiennent gain de cause sur le fond ont le droit de percevoir des intérêts sur le principal accordé* »³.

3. En droit français comme dans de nombreux autres droits étatiques, les intérêts moratoires viennent compenser de manière forfaitaire le retard apporté dans le règlement d'une somme d'argent, sans que le créancier n'ait à rapporter la preuve de son préjudice qui est présumé⁴, ni à démontrer la faute de son débiteur.

Dans certains droits, il existe des « *intérêts compensatoires* » ou « *dommages-intérêts de retard* » qui viennent réparer le dommage causé au créancier du fait du retard de paiement imputable au débiteur⁵.

Même lorsque les intérêts moratoires sont forfaitaires, il peut y avoir lieu à des dommages-intérêts compensatoires. Ainsi, en droit français (art. 1153, al. 4 du Code civil), dans l'hypothèse où serait constaté un préjudice indépendant du retard, ce préjudice est réparé par des dommages-intérêts lorsque le débiteur a agi de mauvaise foi.

1. L'auteur exprime sa reconnaissance à sa consœur Karolina Rozycka pour son aide apportée dans la préparation de cette conférence.

2. J. ORTSCHIEDT, « *L'évaluation du dommage né de l'inexécution d'une obligation monétaire : les intérêts moratoires* », in « *La réparation du dommage dans l'arbitrage international* », Thèse Dalloz 2001, n° 483.

3. Sentence CCI n° 7731 de 1994 ; v. aussi la sentence *McCullough & Company, Inc. c/ Ministry of Post, Telegraph and Telephone, National Iranian Oil Company, Bank Markazi*, 22 avr. 1986, qui a jugé que l'octroi d'intérêts moratoires est un principe général du droit commercial international.

4. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.* n° 497.

5. H. SCHÖNLE, « *Intérêts moratoires, intérêts compensatoires et dommages-intérêts de retard en arbitrage international* », in *Festschrift Pierre Lalive*, Basel Frankfurt M., 1993, p. 649 et s.

4. Lorsqu'ils sont compensatoires, l'évaluation des intérêts ne pose pas de question spécifique, puisqu'ils sont censés réparer un préjudice démontré.

5. L'évaluation des intérêts moratoires ne pose pas non plus de question spécifique dans l'arbitrage interne, puisque les arbitres trouvent dans la loi les règles de fixation des intérêts. En France, l'article 1153 du Code civil impose de retenir le taux légal, qui est fixé annuellement par décret⁶.

D'autres droits comportent des taux d'intérêts plus stables, parfois inscrits dans des codifications. Il n'existe pas d'uniformité, le taux des intérêts légaux de retard variant très sensiblement d'un pays à l'autre. Certains droits prohibent totalement les intérêts, ce sur quoi on reviendra ci-après.

6. Dans l'arbitrage international, la fixation des intérêts moratoires confronte les parties et les arbitres à d'épineuses questions dont les enjeux financiers tiennent, précisément, aux disparités entre les législations nationales.

L'examen de la jurisprudence arbitrale conduit au constat d'une grande variété de solutions, au point que les observateurs soulignent – pour la déplorer – l'imprévisibilité qui en résulte⁷.

Ces incertitudes affectent les deux composantes de l'évaluation des « accessoires » dans l'arbitrage international : la fixation du taux applicable, composante pécuniaire de cette évaluation (Section I) et sa composante temporelle, le point de départ et la capitalisation des intérêts (Section II). Nous le vérifierons en reprenant successivement ces deux composantes.

Section I

LA COMPOSANTE PÉCUNIAIRE DE L'ÉVALUATION DES ACCESSOIRES DANS L'ARBITRAGE : LA FIXATION DU TAUX DES INTÉRÊTS

7. Hormis le cas où le taux des intérêts moratoires est contractuellement défini (§ 1), la fixation de ce taux dans l'arbitrage international donne lieu à d'intéressantes questions de méthode : il en existe au moins quatre.

Certains arbitres ont recours à des méthodes dites « classiques », qui consistent à se référer au taux d'intérêt d'un droit étatique déterminé (§ 2) ; d'autres arbitres s'affranchissent des droits étatiques pour évaluer les intérêts moratoires au plus près du préjudice – ce qui est un avantage – mais avec l'inconvénient de conduire

6. Art. L. 313-2 du Code monétaire et financier. Ce taux est de 0,04 % pour l'année 2013, l'un des taux légaux le plus bas que la France aura connu (décret du 27 févr. 2013).

7. L. HAMMOUD et M. SECOMB, « Les intérêts dans les sentences CCI », in *Bull. Cour CCI*, vol. 15/n° 1, 2004, p. 54 et s., spéc. n° 52.

à des critères d'évaluation fluctuants, la *lex mercatoria* n'étant pas fixée sur un mode précis de fixation des intérêts moratoires (§ 3).

§ 1 - L'HYPOTHÈSE D'UNE FIXATION CONTRACTUELLE DU TAUX DES INTÉRÊTS MORATOIRES

8. C'est le cas le plus simple, mais pas le plus fréquent. Si le contrat en litige fixe expressément le taux des intérêts dus en cas de retard de paiement, l'arbitre trouve dans cette stipulation le guide naturel de son évaluation des « accessoires », dans le respect de *pacta sunt servanda*⁸. Lorsque les stipulations relatives aux intérêts sont imprécises, l'arbitre peut naturellement interpréter le contrat afin de rechercher l'intention des parties⁹.

9. Il se peut que le taux contractuel soit incompatible avec la loi applicable au contrat, auquel cas la question se pose de savoir si ce droit étatique, retenant un taux différent ou prohibant l'usure, par exemple, doit ou non prévaloir sur la stipulation contractuelle, en tant que loi de police ou au nom de l'ordre public international¹⁰.

10. Il se peut aussi que le taux contractuel soit incompatible avec le droit impératif de l'État où la sentence est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation ou dans l'État où elle sera exécutée.

On pense ici aux pays du Moyen-Orient, où la *Charia* prohibe les intérêts (*Riba*). Certains pays arabes ne proscrivent les intérêts qu'en matière civile, alors que d'autres, comme l'Arabie Saoudite, les prohibent même en matière commerciale¹¹.

Le non-respect, par l'arbitre, de ces législations considérées localement comme étant d'ordre public international, est susceptible de donner lieu à des difficultés d'exécution dans ces pays¹².

§ 2 - LES MÉTHODES CLASSIQUES

11. En l'absence de taux contractuel, la méthode classique consiste, pour l'arbitre, à se référer à une loi étatique dans laquelle il trouve le taux des intérêts moratoires dont il assortira les condamnations pécuniaires. Il existe deux variantes.

8. Cf. sentence CCI n° 10696, où le tribunal arbitral s'est fondé sur la lettre contractuelle afin d'octroyer des intérêts, en indiquant être dans l'obligation de respecter la volonté des parties, v. L. HAMMOUD et M. SECOMB, « Les intérêts dans les sentences CCI : introduction et commentaires », *op. cit.*

9. Par exemple, dans une sentence CCI n° 5082, les arbitres ont estimé que, malgré la présence d'une clause prévoyant le paiement d'intérêts dans l'un des quatre contrats liant les parties, cette clause ne s'étendait pas aux trois autres contrats, la volonté des parties ayant été de ne pas inclure ce type de clause dans ces derniers ; cf. L. HAMMOUD et M. SECOMB, *op. cit.*, p. 54 et s.

10. Voir Y. DERAÏNS, « Intérêts moratoires, dommages-intérêts compensatoires et dommages-intérêts punitifs devant l'arbitre international », in *Études offertes à Pierre Bellet*, Litec 1991, p. 113.

11. W. BEN HAMIDA, « L'incidence des intérêts moratoires sur l'exécution des sentences arbitrales dans les pays arabes », *Rev. arb.* 2012, p. 540 et s.

12. Voir W. BEN HAMIDA, *op. cit.*

A - LEX CONTRACTUS

12. La première solution classique est, pour l'arbitre, d'appliquer la loi régissant le contrat¹³. Dans la plupart des cas, le droit applicable est fixé par le contrat soumis à l'arbitrage. Si le contrat ne spécifie aucun droit applicable, l'arbitre le détermine en ayant recours aux règles de conflits de lois ou par la « voie directe » qui semble avoir aujourd'hui la faveur de la pratique arbitrale, l'arbitre déterminant lui-même et directement la loi applicable¹⁴.

B - LEX FORI

13. Une autre solution s'est développée sous l'influence de la *common law*, dans laquelle le montant des intérêts est considéré, non comme une question de fond, mais comme une question de procédure relevant de la *lex fori*. Dans une affaire CCI de 1995, les arbitres ont ainsi estimé que le taux en vigueur au Québec, dont la loi était applicable au contrat, était inadapté à une sentence libellée en dollars américains. La procédure d'arbitrage s'étant déroulée à Paris, le tribunal arbitral a appliqué le taux légal français, selon lui plus conforme aux attentes des parties reflétées dans leur choix du lieu de l'arbitrage¹⁵.

14. Ces deux méthodes comportent une part d'artifice : le taux de la *lex contractus* peut, dans certains cas, n'être pas adapté à une sentence libellée dans une monnaie n'ayant pas cours dans l'État de la loi du contrat ; la *lex fori* peut, dans certains cas, n'avoir aucun lien avec le litige et le siège de l'arbitrage n'avoir été choisi que pour des raisons de convenance, sans rapport avec le fond du litige.

D'où l'émergence d'autres méthodes, qui visent à mieux tenir compte des spécificités de chaque espèce.

§ 3 - LES AUTRES MÉTHODES

15. Les méthodes alternatives consistent, pour l'arbitre, à se détacher des droits nationaux. En l'absence de statistiques, il est difficile de connaître la proportion des sentences adoptant cette méthode moins classique, mais elles semblent être en progression¹⁶. On peut ici, à nouveau, distinguer deux variantes.

A - TAUX « RAISONNABLE » APPRÉCIÉ PAR L'ARBITRE

16. Un nombre croissant de sentences tend à reconnaître à l'arbitre le pouvoir de fixer par lui-même le taux des intérêts moratoires¹⁷.

13. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 538.

14. C. SERAGLINI et J. ORTSCHIEDT, *Droit de l'arbitrage interne et international*, Montchrestien, 2013, n° 890.

15. Sentence CCI n° 8123 de 1995 ; cf. L. HAMMOUD et M. SECOMB, *op. cit.* n° 23 ; voir également les sentences citées par J. Otis RODNER, « Taux d'intérêt applicable dans l'arbitrage international (Principes d'UNIDROIT, article 7.4.9) », *Bull. CCI* 2004, p. 46-47.

16. Dans son étude précitée de sentences CCI (*op. cit.*, note 15), James Otis RODNER note que « l'utilisation du taux légal fourni par le système juridique de la loi du contrat ou par la *lex fori* semble progressivement tomber en désuétude ».

17. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 555 et s.

17. Cette solution permet à l'arbitre de déterminer *in concreto*, en fonction des circonstances pertinentes du cas, le taux qui apparaît être le mieux à même de réparer le préjudice causé par le retard de paiement.

Une sentence *McCollough*, rendue en 1986 dans le cadre des différends irano-américains¹⁸, a ouvert la voie à cette tendance. Le développement de cette méthode est favorisé par l'absence de révision au fond des sentences arbitrales, même lorsqu'elles s'écartent de ce que le droit applicable semblerait dicter.

Des sentences plus récentes confirment la tendance des arbitres à délaissier les taux légaux pour fixer eux-mêmes les intérêts moratoires à un niveau « raisonnable » ou « approprié », quand ce n'est pas « juste » ou « équitable »¹⁹.

18. Il faut ici que les arbitres prennent garde à ne pas statuer en équité lorsque leur mission leur impose de statuer en droit. À défaut, leur sentence pourrait être invalidée²⁰. Sous cette réserve et celle de ne pas méconnaître une loi de police ou d'ordre public international, les arbitres disposent alors d'un pouvoir qui n'est pas loin d'être discrétionnaire²¹.

19. Il est possible, bien que cela reste à confirmer, que la *lex mercatoria* aille en ce sens.

L'inconvénient majeur de la solution est qu'elle expose les parties à un risque d'arbitraire. Les arbitres se doivent donc de bien motiver leurs sentences sur ce point, afin qu'elles soient, sinon admises, du moins comprises par les parties.

B - TAUX DE MARCHÉ DE LA MONNAIE DE LA CRÉANCE

20. Une partie de la doctrine se prononce en faveur d'une autre variante, consistant à appliquer le taux de marché de la monnaie de la créance (donc celle de la sentence).

Le taux de marché d'une monnaie étant utilisé quotidiennement dans les transactions internationales, il peut correspondre aux attentes du monde des affaires.

21. Cette solution a été adoptée dans plusieurs sentences qui illustrent l'émergence de cette tendance²². Elle est encouragée par les Principes UNIDROIT du commerce international, dont l'article 7.4.9 (2) dispose que : « *Le taux d'intérêt est*

18. *McCollough & Cie, Inc. c/ Ministry of Post, Telegraph and Telephone, National Iranian Oil Company, Bank Markazi*, YCA, 1987, p. 320.

19. Voir par exemple les sentences CCI n° 10079, *Bull. Cour CCI*, vol. 15/n° 1, 2004, p. 94 ; CCI n° 6219, *Bull. Cour CCI*, vol. 3/n° 1, 1992, p. 22 ; CCI n° 7622, 1995, *Bull. Cour CCI*, vol. 15/n° 1, 2004, p. 81 ; CCI n° 8769, *Bull. Cour CCI*, vol. 10/n° 2, 1999, p. 77 ; CCI n° 7373, *Bull. Cour CCI*, vol. 15/n° 1, 2004, p. 74 ; cf. M. SECOMB, « A uniform, three-step approach to interest rates in international arbitration », in *International Arbitration and Commercial Law. Synergy, Convergence and Evolution*, Wolters Kluwer, 2011, p. 442 ; N. COMAIR-OBEID, « Recovery of damages for breach of an obligation of payment », in *Dossier of the ICC Institute of World Business Law: Evaluation of Damages in International Arbitration*, 2006, p. 143 et s. ; cf. aussi J. Otis RODNER, *op. cit.*, p. 48.

20. Y. DERAIS, *op. cit.*, n° 15.

21. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 555 et s.

22. J. Otis RODNER, *op. cit.*, p. 48-49.

le taux bancaire moyen à court terme pour la monnaie de paiement du contrat au lieu où le paiement doit être effectué, ou, à défaut d'un tel taux en ce lieu, le même taux dans l'État de la monnaie de paiement. En l'absence d'un tel taux en l'un ou l'autre lieu, le taux d'intérêt est le taux approprié fixé par la loi de l'État de la monnaie de paiement ».

L'avenir dira si cette solution se généralisera dans l'arbitrage international ou si elle ne sera jamais qu'une solution parmi d'autres pour déterminer le taux des intérêts moratoires.

22. On mesure, au final, que sauf le cas où le taux des intérêts moratoires est contractuellement fixé, la détermination de ce taux est assez incertaine dans l'arbitrage international. On retrouve cette incertitude en examinant la seconde composante – quant à elle temporelle – de l'évaluation des accessoires.

Section II

LA COMPOSANTE TEMPORELLE DE L'ÉVALUATION DES ACCESSOIRES DANS L'ARBITRAGE : LE POINT DE DÉPART DES INTÉRÊTS ET LEUR CAPITALISATION

23. Indépendamment de leur taux, la durée pendant laquelle les intérêts vont courir impacte parfois substantiellement le montant des condamnations prononcées en faveur ou en défaveur d'une partie. Le point de départ des intérêts (*dies a quo*) sera fixé par les arbitres (§ 1) qui décideront en outre de leur éventuelle capitalisation (§ 2).

§ 1 – LE POINT DE DÉPART DES INTÉRÊTS MORATOIRES

24. Le contrat peut comporter parfois des stipulations expresses sur le point de départ des intérêts moratoires. Sous réserve de leur contrariété à une loi de police ou à l'ordre public international, les arbitres appliqueront ces stipulations relatives au *dies a quo*, au besoin en les interprétant²³.

25. En l'absence d'indication à ce sujet dans le contrat, l'arbitre qui a fixé le taux des intérêts par référence à un droit étatique, appliquera logiquement ce même droit pour fixer le *dies a quo*. L'arbitre qui a fixé le taux sans se référer à un droit étatique doit ensuite trancher la question du point de départ des intérêts.

26. Il faut ici distinguer deux situations : celle dans laquelle l'arbitrage porte sur une dette de somme d'argent (A) et celle dans laquelle l'arbitrage porte sur des dommages-intérêts (B). On retrouve, dans ces deux hypothèses, des fluctuations dans la jurisprudence arbitrale.

23. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 572 et s. ; L. HAMMOUD et M. SECOMB, *op. cit.*, p. 57 et s.

A - DETTE DE SOMME D'ARGENT

27. Lorsque l'arbitrage porte sur une créance de somme d'argent, la question est de savoir si les intérêts commencent à courir à la date d'exigibilité de la créance, ou à celle de la mise en demeure du débiteur.

28. Certains droits étatiques fixent le point de départ des intérêts moratoires à la date de la mise en demeure²⁴. Cette solution se fonde sur l'idée que tant que le créancier n'interpelle pas le débiteur, le retard de paiement ne lui cause pas préjudice. Cette présomption néglige toutefois le fait que le créancier subit une perte des revenus de son capital dès le moment où il n'a pas été payé, et non seulement après l'interpellation du débiteur.

29. Une partie de la jurisprudence arbitrale semble favorable à la seconde solution²⁵ en fixant le *dies a quo* au jour d'exigibilité de la créance, tandis que d'autres sentences retiennent la date de la sommation de payer, voire celle de la demande d'arbitrage²⁶.

B - DOMMAGES-INTÉRÊTS COMPENSATOIRES

30. Lorsque l'arbitrage porte sur une demande de dommages-intérêts, la question se pose en des termes différents. Un auteur explique qu'au moment où l'événement dommageable survient, « *nulle somme d'argent n'est due sur laquelle peuvent courir des intérêts moratoires destinés par nature à pallier forfaitairement les conséquences de la privation d'un capital* »²⁷. L'obligation de réparer le dommage ne se transforme en créance que lors du prononcé de la sentence²⁸, ce qui conduit à retenir la date de la sentence comme *dies a quo* des intérêts.

31. Cette solution a été retenue dans la sentence *Liamco*, où les arbitres ont expliqué en ces termes leur décision : « *des intérêts sur des dommages-intérêts sont dus lorsqu'il s'agit de demandes d'argent dont le montant est connu (...), ils ne peuvent courir pour des dommages-intérêts fixés avant que ces derniers aient été accordés et fixés par voie judiciaire* »²⁹. Cela est conforme à l'article 1153-1 du Code civil français, selon lequel les intérêts sur une condamnation à indemnité courent « *à compter du prononcé du jugement à moins que le juge n'en décide autrement* ».

24. L'alinéa 3 de l'article 1153 du Code civil français dispose ainsi que les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution d'une obligation de paiement ne sont dus qu'à partir du jour de la sommation de payer ou d'un acte équivalent.

25. Voir par exemple les sentences CCI n° 5460 en 1987, YCA XIII (1988), p. 104 ; n° 5731 en 1989 ; n° 6219 en 1990, *Bull. Cour CCI*, vol. 3/n° 1, 1992, p. 18.

26. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 575 et s.

27. Y. DERAÏNS, *op. cit.*, p. 111.

28. En ce sens, v. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 586 et s.

29. *Lybian American Oil Company (Liamco) c/ Gouvernement de la République arabe lybienne*, 12 avr. 1977, *ILM* 1981, p. 1 ; *Rev. arb.* 1980, p. 132.

La jurisprudence arbitrale montre toutefois que telle n'est pas toujours la solution retenue. Des sentences ont retenu la date de l'événement dommageable comme *dies a quo* des intérêts sur dommages-intérêts compensatoires, notamment en matière d'expropriation³⁰, solution qui a été critiquée³¹.

§ 2 - LA CAPITALISATION DES INTÉRÊTS (ANATOCISME)

32. Le second facteur temporel à prendre en compte, pour l'évaluation des accessoires, a trait à la capitalisation des intérêts. On parle d'intérêts composés lorsque, les intérêts s'incorporant dans la créance, ceux-ci produisent à leur tour des intérêts. Le choix entre le versement d'intérêts simples ou d'intérêts composés peut affecter de manière significative la somme à payer par le débiteur³².

33. Les droits nationaux ne sont pas unifiés, certains étant hostiles aux intérêts composés, alors que d'autres y sont plus favorables³³. On sait que le droit français admet l'anatocisme, sous certaines conditions³⁴.

34. Dans l'arbitrage commercial, la tendance traditionnelle paraît être celle d'une méfiance vis-à-vis des intérêts composés³⁵, ce que certains auteurs n'approuvent pas³⁶.

Deux sentences arbitrales rendues sous l'égide de la CCI illustrent le doute qui existe sur ce point. L'une (n° 8644) a rejeté la demande de capitalisation au motif que « *les intérêts composés ne sont pas courants dans le commerce international* », tandis que l'autre indique au contraire que les intérêts composés sont « *relativement courants dans le domaine commercial et bien reconnus dans la pratique de l'arbitrage international* »³⁷...

35. Dans l'arbitrage d'investissement, à l'inverse, une étude récente a montré que si l'allocation d'intérêts composés était rare avant 2000, les tribunaux arbitraux sont désormais plus enclins à les prononcer, comme si l'octroi d'intérêts composés était en passe de devenir une pratique internationalement acceptée³⁸.

30. Voir les sentences rendues sous l'égide du CIRDI : *Southern Pacific Properties Ltd (SPP) c/ La République arabe d'Égypte*, 20 mai 1992, et *Asian Agricultural Products Ltd (AAPL) c/ La République du Sri Lanka*, 27 juin 1990. Les trois chambres du Tribunal chargé de statuer sur le règlement des différends irano-américains ont fixé le point de départ des intérêts à la date de l'expropriation.

31. Y. DERAIS, *op. cit.*, n° 16, p. 110 et 111.

32. L. HAMMOUD et M. SECOMB, *op. cit.*, p. 62 et s.

33. J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 596.

34. L'article 1154 du Code civil n'admet la capitalisation des intérêts que sur demande judiciaire (ou convention spéciale) et à la condition qu'il s'agisse d'intérêts dus pour une année entière.

35. O. SANDROCK, « Compound Interest in International Arbitration », in *Études de procédure et d'arbitrage en l'honneur de Jean-François Poudret*, Lausanne, 1999, p. 519 et s. ; J. ORTSCHIEDT, *op. cit.*, n° 594 et s.

36. Y. DERAIS, *op. cit.*, n° 21.

37. L. HAMMOUD et M. SECOMB, *op. cit.*, n° 51.

38. F. GRISEL, « L'octroi d'intérêts composés par les tribunaux internationaux d'investissement », *JDI (Clunet)*, n° 3, juill. 2011 ; l'auteur préconise de tenir compte de la nature de l'investissement avant d'octroyer ou non des intérêts composés.

Cette différence avec l'arbitrage commercial peut s'expliquer par le fait que les tribunaux d'investissement puisent leur autorité dans des traités d'investissement, contrairement aux tribunaux arbitraux du commerce international qui, en pratique, continuent souvent à se référer à des droits nationaux. Or, si certains droits nationaux restent hostiles à l'anatocisme, le droit international public ne l'interdit pas. La durée des arbitrages d'investissement est telle que le montant des intérêts peut varier considérablement selon qu'ils soient simples ou composés. En matière d'arbitrage commercial, les procédures sont en général moins longues, de telle sorte que l'impact financier est moindre³⁹.

*
**

36. Pour conclure cette présentation, on ne saurait que trop encourager les praticiens – qu'ils soient conseils ou arbitres – à toujours s'intéresser à l'évaluation des intérêts dont les enjeux sont loin d'être négligeables et qui, malgré l'apparente technicité du sujet, soulève des questions de droit qui, surtout en matière d'arbitrage international, valent d'être considérées.

Il peut arriver qu'une partie demanderesse omette de demander des intérêts ou d'en préciser le taux ou le point de départ. Il peut aussi arriver qu'une partie défenderesse paraisse à ce point convaincue de son argumentation au principal qu'elle en omette de contester, subsidiairement, la demande d'intérêts formulée par son adversaire. Il peut arriver enfin que des arbitres n'apportent pas à cette partie de leur sentence toute l'attention qu'elle aurait méritée.

Lorsque la question des intérêts n'a pas été traitée lors de l'arbitrage, ou ne l'a pas été suffisamment, le contentieux post-arbitral est alimenté par des difficultés⁴⁰ qui font regretter l'occasion manquée d'en avoir débattu devant les arbitres.

Les organisateurs de ce colloque, quant à eux, n'ont pas manqué d'inclure l'évaluation des « accessoires » au programme de cette passionnante journée. Nous les remercions de nous avoir confié le soin d'en être le rapporteur.

39. En ce sens J. Y. GOTANDA, « A Study of Interest », in Dossier of the ICC Institute of World Business Law: *Interest, Auxiliary and Alternative Remedies in International Arbitration*, 2008, p. 178 et s.

40. La question s'est notamment posée de savoir si, lorsque l'arbitre n'a pas statué sur les intérêts, le juge étatique de l'exécution de la sentence est ou non compétent pour trancher cette difficulté et quelle est alors la loi applicable aux intérêts moratoires : cf. Cass. 1^{re} civ., 30 juin 2004, *ABC International Bank PCC c/ BAII recouvrement* ; *Rev. arb.* 2005, n° 3, p. 645, note R. LIBCHABER ; *D.* 2004, p. 3185, note Th. CLAY ; *RTD com.* 2005, p. 267, note E. LOQUIN ; *JCPE* n° 51, p. 1860, note G. CHABOT ; v. aussi Ch. BAUDE-TEXIDOR, « Les intérêts moratoires postérieurs à la sentence devant l'arbitre et devant le juge », *Gaz. Pal.*, 28 mai 2005, p. 2.